

Rapport d'orientation budgétaire 2026

Préambule : Éléments de contexte national et local

- 1) L'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement entre 2022 et 2025 pour le budget principal, le budget « pivot »
- 2) L'évolution de l'excédent de fonctionnement du budget principal entre 2022 et 2025
- 3) L'évolution des investissements réels entre 2022 et 2025, tous budgets confondus
- 4) L'évolution de la dette entre 2022 et 2025, tous budgets confondus
- 5) L'évolution des excédents (fonctionnement et investissement) entre 2022 et 2025, tous budgets confondus
- 6) Les orientations envisagées pour 2026
- 7) Évolution des dotations entre 2022 et 2025
- 8) Évolution du produit fiscal et autre recettes - orientations pour 2026
- 9) Les ratios de la CDCHS
- 10) Informations relatives aux effectifs
- 11) Évolution des dépenses et des recettes du service ordures ménagères et orientations pour 2026

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est la première étape du cycle budgétaire dont les modalités d'organisation sont prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Ainsi, conformément aux articles L.2312-1, L.2311-1-2, L.5211-36 du CGCT, le débat s'appuiera notamment sur le présent rapport, qui vise à présenter les orientations budgétaires de la Communauté de Communes, ses engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette contractée ainsi que la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

Contexte économique et social national

Les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, l'instabilité au Venezuela et les vellétés d'expansion territoriale des USA impactent nos exportations et les approvisionnements énergétiques en pétrole et en gaz. De plus, les politiques commerciales des Etats-Unis et de la Chine pourraient peser sur la croissance du PIB français en 2026. L'effet de la hausse des droits de douane américains serait plus modéré en France, traduisant une plus faible exposition au commerce avec les Etats-Unis que le reste de la zone Euro.

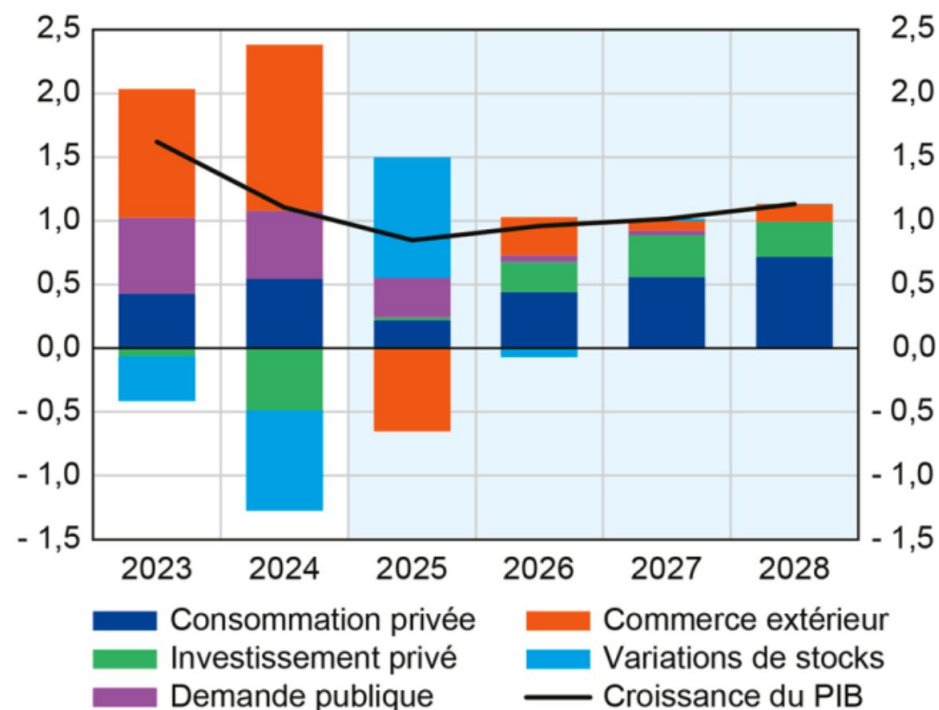
Toutefois, le contexte politique a une influence directe sur le moral et par conséquent sur la consommation des ménages et les investissements des entreprises. Il convient donc de rester prudent sur les projections économiques.

La Banque de France a publié en mars dernier sa note de conjoncture actualisée. Ces projections intermédiaires ont donc été finalisées dans un contexte particulièrement incertain, avec plusieurs scénarios.

Dans le scénario de base, la croissance du PIB est prévue à 0,9 % en 2026, révisée en légère baisse par rapport à nos projections de décembre. L'activité s'est avérée plus résiliente qu'attendu fin 2025, et devrait également l'être au premier trimestre 2026 sur la base des dernières enquêtes conjoncturelles disponibles, mais la hausse des prix de l'énergie et la détérioration du contexte géopolitique pèseraient ensuite sur l'économie française. La croissance serait de 0,8 % en 2027, mais repartirait à la hausse en 2028, à 1,2 %, tirée par un rebond des exportations et de la demande intérieure privée. En 2027 et en 2028, cette demande intérieure serait portée par la consommation des ménages, soutenue par le pouvoir d'achat de la masse salariale et par la reprise de l'investissement des entreprises.

Toujours dans ce scénario de base, après 0,9 % en moyenne annuelle en 2025, l'inflation augmenterait en 2026 à 1,7 %, sous l'effet des prix de l'énergie. Elle baisserait temporairement en 2027, à 1,4 %, dans un contexte de détente des prix de l'énergie. Elle remonterait à 1,6 % en 2028, du fait notamment de l'inflation dans les services.

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Dans les deux scénarios défavorables – sans réaction adaptée de la politique monétaire –, l'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) serait nettement révisée à la hausse en 2026 : elle atteindrait 3,3 % dans le scénario le plus défavorable. La croissance annuelle du PIB en 2026 serait plus faible, mais resterait positive. Une normalisation de l'inflation et une reprise de la croissance s'amorceraient en 2027, quoique plus lentement dans le scénario très défavorable, et se confirmeraient en 2028.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2025	2026	2027	2028
Scénario de base				
PIB réel	0,9	0,9	0,8	1,2
	0,1	- 0,1	- 0,2	0,1
IPCH	0,9	1,7	1,4	1,6
	0,0	0,4	0,1	- 0,2
IPCH hors énergie et alimentation	1,6	1,2	1,7	1,6
	0,0	- 0,4	0,1	- 0,1
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,7	8,0	7,9	7,7
	0,1	0,2	0,3	0,3
Scénario défavorable				
PIB réel	0,9	0,6	0,8	1,2
IPCH	0,9	2,5	0,9	1,3
Scénario très défavorable				
PIB réel	0,9	0,3	0,4	1,5
IPCH	0,9	3,3	1,7	0,9

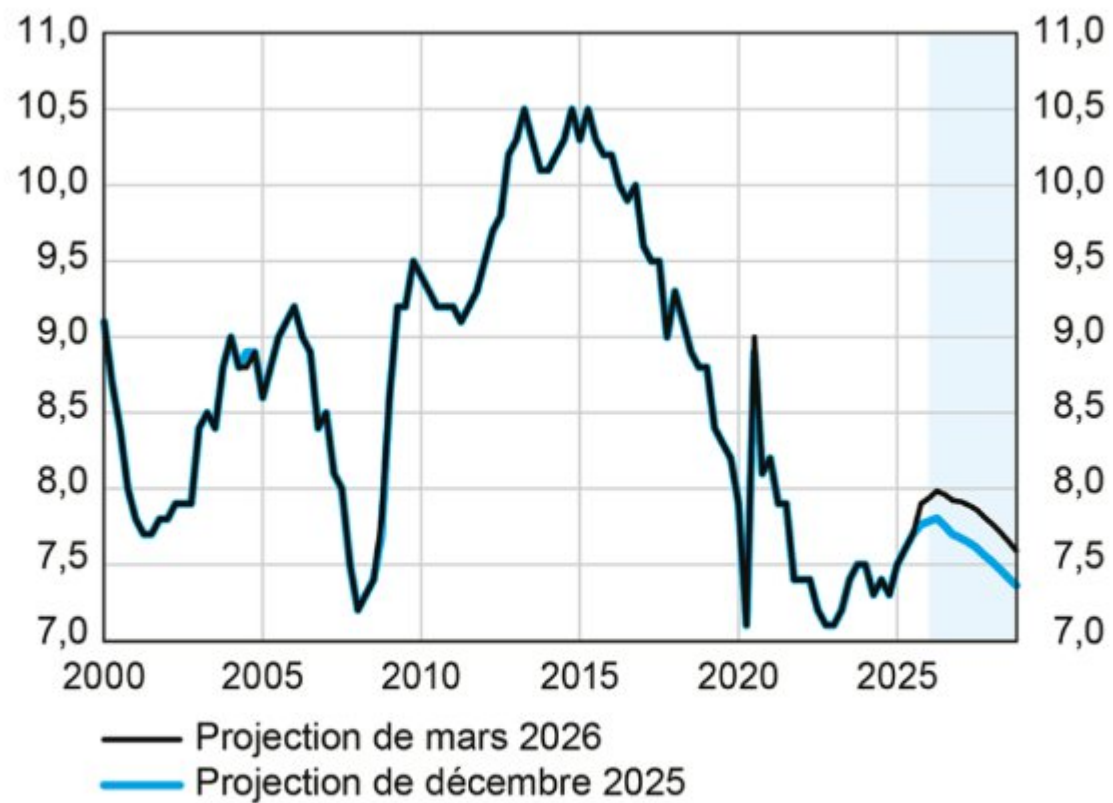
Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de décembre 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 28 novembre 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis. Projections fondées sur les comptes trimestriels du 27 février 2026 et réalisées sous des hypothèses techniques établies au 11 mars 2026 pour le scénario de base.

Les projections relatives à l'emploi indiquent que le taux de chômage augmenterait en début d'horizon pour atteindre 8,0 % à la mi-année 2026, avant d'amorcer une décrue, pour s'établir à 7,6 % au dernier trimestre 2028. Il est révisé à la hausse sur l'horizon de prévision, en lien avec la prise en compte d'un taux de chômage plus élevé qu'anticipé au dernier trimestre 2025, ainsi qu'avec la moindre croissance de l'activité.

Par ailleurs la croissance du salaire nominal moyen par tête (SMPT) est revue à la baisse en 2025 et en 2026, à 1,8 % et 1,9 % respectivement. Cette révision, conjuguée à la hausse de l'inflation en 2026, se traduirait désormais par une stabilité du pouvoir d'achat de la masse salariale sur l'ensemble de l'année 2026.

Ainsi dans le scénario de base, le pouvoir d'achat de la masse salariale serait stable en 2026, avant de rebondir en 2027 et 2028, alors que dans les scénarios plus défavorables le choc inflationniste, à travers le pouvoir d'achat, affecterait à la fois la consommation et l'investissement des ménages.

Ci-dessous les prévisions relatives au taux de chômage :



Sources : Insee jusqu'au quatrième trimestre, projections de la Banque de France sur fond bleuté

Contexte économique et social local

Au regard du bilan de la CCI, l'économie locale se porte bien, relativement aux autres territoires, avec un solde positif de l'évolution du nombre d'entreprises, malgré la crise du Cognac.

« 82 % des chefs d'entreprise estiment que la situation de leur entreprise est plutôt bonne » selon un sondage réalisé par la CCI. Et pourtant il y a un recul de l'activité et des tensions financières en fin 2025 avec des perspectives incertaines en 2026.

La Haute Saintonge d'est 3911 établissements soit 8,5 % du total départemental, avec une progression de 4,6%. Les services représentent le premier secteur économique avec 45 % des établissements, suivis de l'industrie et du commerce. Près de 22 % des établissements sont des micro-entreprises, u ratio équivalent à d'autres territoires ruraux.

L'année 2025 a été marquée par 519 créations, contre 363 radiations. Cela représente 156 établissements de plus qu'en 2024. Les créations se concentrent principalement dans les services, mais aussi dans l'industrie et le commerce de détail.

Le bilan local de la Banque de France est également positif sur la situation économique du territoire et en salue la diversité.

Bien entendu, comme sur l'ensemble du territoire, la situation se fragilise avec le contexte inflationniste.

L'emploi subit la crise du Cognac comme le démontre les données de France Travail ci-dessous. Cependant la Haute-Saintonge reste dans la moyenne départementale puisqu'elle représente 10% de la population et 10% des inscrits à France Emploi.

EPCI - CC de la Haute-Saintonge

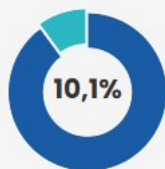


5 789

DEMANDEURS D'EMPLOI
CATÉGORIES ABC



+6,4 %
SUR UN AN



Part de l'epci
dans le département

Département - Charente-Maritime



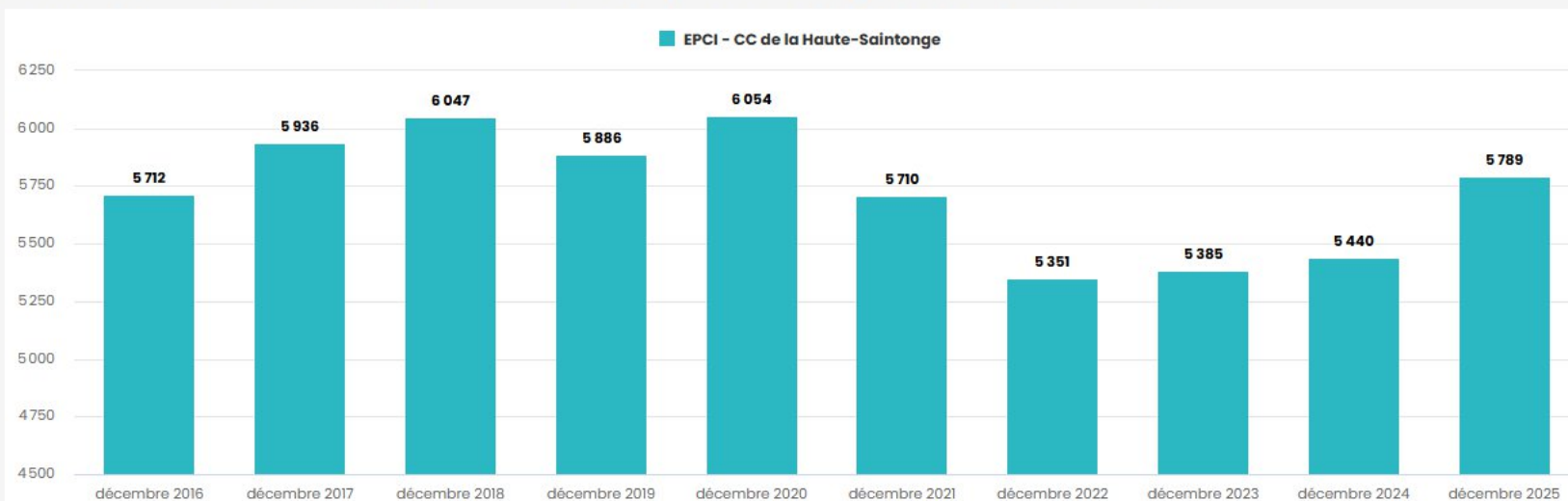
57 380

DEMANDEURS D'EMPLOI
CATÉGORIES ABC



+4,8 %
SUR UN AN

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC sur 10 ans



1) Évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement du budget principal, le « budget pivot »

Attention : depuis 2021, le budget principal ne retrace plus le service collecte et traitement des ordures ménagères.
La maîtrise des dépenses de fonctionnement est à saluer dans le contexte inflationniste que nous connaissons.

Chapitre	Libellé	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
011	Charges à caractère général	2 641 652.77	3 002 250.55	3 019 692.60	3 137 135.62
012	Charges de personnel et frais assimilés	6 883 984.53	7 108 933.23	7 536 490.23	7 067 367.10
014	Atténuations de produits (reverst taxe de séjour)	262 194.40	302 000.00	(1) 1 420 403.09	(1) 1 421 269.81
65	Autres charges de gestion courante	1 325 633.47	1 486 406.43	(2) 2 286 862.14	(2) 2 247 263.94
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0.00
67	Charges exceptionnelles	761 387.51	749 564.80	11 083.51	0.00
68	Dotations aux provisions pour dépréciation			970.00	132.00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 534 815.18	1 540 533.77	1 602 495.52	1 729 691.20
	Totaux	13 409 667.86	14 189 688.78	15 877 997.09	15 602 859.67

Chapitre	Libellé	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
013	Atténuations de charges	838 572.86	776 173.13	834 485.27	722 593.64
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	281 386.14	301 084.84	290 226.09	236 245.91
73	Impôts et taxes	10 211 768.02	10 475 400.48	11 049 281.20	11 193 418.45
74	Dotations, subventions et participations	2 887 338.92	2 753 984.89	4 111 219.91	4 410 821.66
75	Autres produits de gestion courante	340 365.87	301 224.58	312 328.52	461 680.90
76	Produits financiers	5 321.88	7 793.89	10 166.02	11 859.48
77	Produits exceptionnels	133 194.28	31 519.56	7 629.04	25 343.22
002	Excédent de fonctionnement reporté	8 127 452.48	7 979 371.47	8 479 102.55	7 506 161.04
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	36 325,03	42 238.49	41 088.49	10 925.46
	Totaux	22 861 725.48	22 668 791.33	25 135 527.09	24 579 049.76

(1) dont 1 011 268 € reversés aux communes au titre de la CPS

(2) dont versement aux Budgets Annexes qui étaient avant au chapitre 67

En 2025, le taux de rigidité des charges (les charges permanentes et intérêt d'emprunt rapportés aux recettes réelles de fonctionnement) est de 40.3%

2) Évolution de l'excédent de fonctionnement du budget principal

		A fin 2022	A fin 2023	A fin 2024	A la fin 2025
002	Excédent de fonctionnement de l'exercice	1 324 605.14	499 731.08	778 427.45	1 470 029.05
002	Excédent de fonctionnement cumulé	9 452 057.62	8 479 102.55	9 257 530.00	8 976 190.09

3) L'évolution des investissements réels entre 2022 et 2025, tous budgets confondus

	2022	2023	2024	2025
Budget principal	459 784.32	837 563.18	1 714 615.29	1 229 533.33
Ordures Ménagères	266 680.24	433 154.03	1 553 605.41	1 142 664.34
ZA communautaires	3 383 404.94	1 387 125.35	1 172 628.49	5 420 155.85
Pôle de sécurité et sports mécaniques	7 759.11	74 933.75	83 859.45	15 916.04
Antilles	185 816.92	486 223.95	438 310.05	767 000.20
Résidence de Tourisme	59 224.42	21 834.56	20 649.72	28 369.60
Vitrezay	16 031.09	3 669.88	1 822.65	6 548.30
Maison de la Vigne et des Saveurs	31 271.87	40 419.97	24 742.71	0.00
Parc Mysterra des Labyrinthes	25 030.44	14 622.73	36 933.93	0.00
Maison de la Forêt	16 077.45	9 369.47	17 337.00	13 248.03
Installations photovoltaïques	0.00	25 194.62	58 620.00	0.00
GEMAPI	5 877.18	0.00	60 743.04	70 007.90
Centre de congrès	36 596.18	92 153.24	64 714.08	76 408.77
Eau potable	428 946.53	174 371.43	51 483.81	77 858.14
Assainissement	294 006.05	567 884.16	402 745.23	233 097.61
Totaux	5 216 506.74	4 168 520.32	5 702 810.86	9 080 808.11

4) L'évolution de la dette entre 2022 et 2025, tous budgets confondus

Dette	A fin 2022	A fin 2023	A fin 2024	A la fin 2025
Eau potable	315 741.66	711 901.74	684 335.50	643 356.44
Assainissement collectif	385 808.52	748 477.45	734 005.41	708 110.82
Totaux	701 550.18	1 460 382.19	1 418 340.91	1 351 467.26

La capacité de désendettement sur le budget consolidé est de 2.5 années. La capacité de désendettement permet de mesurer le nombre d'années théoriques nécessaires pour éteindre la dette bancaire, à capacité d'autofinancement brute constante : c'est donc un outil de mesure de solvabilité financière pour les collectivités. Ici le taux est faible et par conséquent la solvabilité est très élevée.

5) Évolution des excédents (fonctionnement et investissement) entre 2022 et 2025, tous budgets confondus

		A fin 2022	A fin 2023	A fin 2024	A la fin 2025
002	Excédent de fonctionnement des budgets consolidés	11 598 477.29	10 769 590.98 €	9 666 161.41	7 657 070.44
001	Résultat d'investissement des budgets consolidés	1 519 635.01	2 616 565.85 €	1 274 450.30	-369 827.93
	Totaux	13 118 112.30	13 386 156.83	10 940 611.71	7 287 242.51

Le résultat négatif en investissement s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu d'emprunt réalisé pour la construction du bâtiment DAHER et pour les travaux de voirie spécifique.

6) Les orientations envisagées pour 2026

Budgets	Les principales actions et opérations envisagées :
Budget principal	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la mise en œuvre du SCOT avec notamment animation de l'observatoire foncier. • Animation de l'OPAH et de la problématique des logements vacants. • Poursuite de l'accompagnement des communes pour l'élaboration de leur PLU • Poursuite du marché de numérisation des PLU • Poursuite de la mise en œuvre du Programme Alimentaire Territorial, avec la consolidation de la coordination telle que cela est demandé par les partenaires.

	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de l'optimisation énergétique des bâtiments de la CDCHS • Poursuite du développement des zones d'accélération énergies renouvelables ZAER • Création du pôle ressources dédié aux 129 communes • Étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de vote électronique lors des conseils communautaires
Développement économique	<ul style="list-style-type: none"> • Fin de la construction du bâtiment destiné à l'entreprise DAHER • Poursuite du programme d'entretien sur divers bâtiments économiques de la CDCHS (Ex Wesper, Saint Aigulin....) • Soutien à l'emploi et l'activité des entreprises Expo SA et Maison Colibri.
Antilles	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien de l'équipement
Sites thématiques	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite et développement des animations sur les différents sites : Maison de la Vigne et des Saveurs, Maison de la Forêt, Port Maubert • Investissements particuliers : <ul style="list-style-type: none"> ▬ Maison de la Forêt : Installation d'une structure sportive en bois ▬ Lac de Montendre / Mysterra : 1ers travaux Terra Aventura scénographié
Pôle de sécurité et de sports mécaniques	<ul style="list-style-type: none"> • Les circuits vitesse et karting ayant été re-homologués pour 4 ans, il est prévu de poursuivre les travaux d'entretien courant et d'accessibilité PMR.
Centre des congrès	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système son adapté aux spectacles
Résidence de tourisme Pierre et Vacances	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des travaux d'entretien
GEMAPI	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des travaux prévus dans le cadre des programmes pluriannuels de gestion des différents bassins hydrauliques et poursuite des études du système d'endiguement avec le SYMADIG • Finalisation du programme Pluriannuel de Gestion (PPG) sur les bassins versants du Ferrat et du Taillon soit sur environ 130 km², afin de mettre en œuvre des travaux cohérents dans ce périmètre pour préserver et restaurer les milieux aquatiques, garantir un bon état écologique des masses d'eau, concilier les usages et répondre aux objectifs imposés par la Directive Cadre Européenne et la loi sur l'eau (sous réserve de la validation par enquête publique)
Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien courant des réseaux

A ces différentes orientations s'ajoute la construction du centre de secours de Jonzac dont la CDCHS a repris la maîtrise d'ouvrage par délibération du 15/12/2025 en lieu et place du département de Charente Maritime. Pour mémoire, le coût de cette opération est estimé à 7.333 M€ HT et est financé à hauteur de 30% du HT par le Département soit 2 199 900 € HT. Le SDIS va également apporter un financement de 2 250 000 €. Le reste de la dépense sera financé par

la CDCHS via un emprunt dont les annuités seront remboursées par le SDIS ce qui en fera une opération blanche pour la CDCHS.

7) Évolution des dotations entre 2022 et 2025

Dotations	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
Dotation d'intercommunalité	541 300.00	597 041.00	717 329.00	864 761.00
Dotation de compensation des groupements de communes	344 537.00	342 537.00	1 331 508.00	(1) 1 283 158.00
État dispositif de soutien anti inflation			37 874.00	
Etat autres participations	813 011.26	531 569.80	589 348.44	837 101.14
Région	294 106.38	136 309.61	254 162.08	111 018.12
Département	370 042.62	334 951.09	413 910.33	308 604.63
Europe	0.00	184 799.58	226 614.59	269 855.00
Autres organismes (Ademe, Citeo, Eco emballages)	1 111 947.13	1 146 349.72	1 354 503.67	1 475 330.76
Dotat° compens. Taxe Profession.	508 453.00	541 207.000	534 129.00	728 316.00
Dotat° compens. Taxe Foncière				
Dotat° compens. CFE/CVAE				
Dotat° compens. Taxe d'Habitation				
TOTAUX	3 983 397.39	3 837 593.55	5 459 379.11	5 878 144.65

Entre 2022 et 2025, le montant des dotations de l'État est passé de 885 837 € à 2 147 919 € soit +142.47%, notamment en raison du versement par l'État de la Compensation Part Salaire (CPS 1 011 268 €) à la CDCHS qui-a elle-même décidé de reverser l'intégralité de la somme aux communes.

8) Evolution du produit fiscal et autres recettes - Propositions pour 2026

Taxes	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
Taxes foncières et d'habitation/Fraction de TVA	8 814 872.00	9 305 752.00	9 478 953.00	9 509 130.00
CVAE	367 095.00	404 080.00	402 926.00	411 576.00
Taxes sur les surfaces commerciales	1 312,00	1 312,00	1 312,00	1 312.00
Rôles supplémentaires	22 275.00	27 043.00	134 730.00	128 004.00
FNGIR	87 924,00	87 924,00	87 924,00	87 924.00
Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)	656 199.00	311 143.00	585 035.00	561 743.00

TEIT LD (à reverser aux communes)				158 616.00
Taxe de séjour	262 091.02	338 146.48	348 710.01	335 113.45
TEOM	6 967 658.00	7 456 165.00	7 995 082.00	8 422 832.00
Taxe GEMAPI	680 644.00	589 049.00	591 024.00	596 189.00
Totaux	17 860 070.02	18 520 614.48	19 625 696.01	20 212 439.45

*Pour mémoire et suite à l'accord du conseil communautaire du 27 septembre 2023, la CDCHS a en 2023 réservé une partie de son FPIC au profit des « petites communes » mettant leur PLU en compatibilité avec le SCOT afin que les 72 communes concernées aient la même charge pour l'élaboration ou la révision de leur PLU, quel que soit le bureau d'études. Ainsi, cela s'est traduit par une diminution de 317 199 € du montant de droit commun de 628 342 € reversé à la CDCHS.

Taxes	Taux	Bases 2025	Produit fiscal 2025	Bases 2026	Produit fiscal 2026
Taxe d'habitation additionnelle	5,48%	10 738 927	588 493	8 727 000	477 815
Taxe foncière (bâti) additionnelle	4.99%	74 463 595	3 715 733	76 918 000	3 838 208
Taxe foncière (non bâti) additionnelle	5,09%	7 985 410	406 457	7 216 000	367 294
Cotisation foncière des entreprises additionnelle	2,71%	18 892 975	512 000	20 120 000	545 252
Produit des taxes additionnelles			5 222 683		5 228 569
Fiscalité professionnelle de zone	23,42%	593 400	138 974	599 800	140 473
Total du produit de fiscalité			5 361 657		5 369 042

Il est proposé de maintenir les taux de fiscalité (taux inchangés depuis au moins 15 ans), sachant que l'augmentation du produit fiscal est liée à l'évolution des bases communiquée par l'État.

Par contre, compte tenu des projets portés par les Syndicats et au vu des intempéries de plus en plus fréquentes, il est proposé d'augmenter le produit de la GEMAPI de 105 000 €. Il est rappelé que la taxe GEMAPI n'a pas été augmentée depuis la création du budget GEMAPI soit depuis 2018.

Les autres recettes

Pour l'ensemble de ses bâtiments (économiques, touristiques), le montant des loyers perçus par la CDCHS à fin 2025 est de 245 000 € par an.

De nouvelles recettes seront encaissées par la CDCHS dès 2026 provenant notamment de :

- Loyer du bâtiment DAHER à compter de juin 2026 : 264 833 € HT (loyer et redevance de juin à décembre 2026)
- Loyer du bâtiment Métalix à compter d'avril 2026 : 8 135 € net/mois soit 73 215 € HT pour la période d'avril à décembre 2026
- Loyer du bâtiment ENEDIS pour toute l'année 2026 : 63 100 € HT pour l'année 2026

9) Les ratios de la CDCHS (budget principal et budgets annexes)

Population totale de la CDCHS au 1er janvier 2025 : 70 646 habitants

Ratios	Montant	Valeur
Dépenses réelles de fonctionnement / population	32 239 859.72 €	456 €
Produit des impôts et taxes / population	20 212 439.45 €	286 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	38 011 137.19 €	538 €
Dépenses d'équipement brut (hors emprunt) / population	9 080 808.11 €	128 €
Encours de la dette / population	1 351 467.26 €	19 €
Dotation globale de fonctionnement / population	2 147 919.00 €	30 €

10) Informations relatives aux effectifs (sur la base du rapport social unique 2024)

Les informations relatives aux effectifs sont issues du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024, ce rapport étant systématiquement établi en N+1 via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2024 transmises en 2025 par la collectivité au centre de gestion de la Charente Maritime. A noter que ces données ne comprennent pas les agents de droit privé relevant d'une convention collective notamment les Antilles de Jonzac.

- Effectifs : au 31/12/2024, la CDCHS comptait 223 agents employés par la collectivité dont 15 fonctionnaires, 149 contractuels permanents et 59 contractuels non permanents (contrats aidés, temporaires et saisonniers). 53% des agents sont des femmes et 47% des hommes. 21% des agents sont de catégorie A, 29% de catégorie B et 51% des agents de catégorie C.
- Temps de travail des agents permanents : 47% des fonctionnaires et 17% des contractuels sont à temps non complet
- Le temps de travail étant légalement de 35h hebdomadaires, la majorité des agents effectuent 37h30 hebdomadaires ce qui ouvre droit à 3 semaines de RTT en plus des 5 semaines de congés payés.
- Pyramide des âges : l'âge moyen des agents de la collectivité est de 46 ans
- Mouvements de personnel en 2024 : une certaine stabilité règne à la CDCHS puisque 16 arrivées et 10 départs ont été enregistrés en 2024, tous statuts confondus
- Aucune sanction disciplinaire n'a été prononcée
- Les charges de personnel représentent en 2024 36.38% des charges de fonctionnement. La part des primes et indemnités (RIFSEEP, heures supplémentaires) sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 4.37%
- Absences : Pour l'ensemble des agents permanents, le taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre) est de 4.46%
- 12 accidents du travail déclarés au total en 2024 dont 83% concernent la filière technique
- 41.5% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour soit 149 jours de formation au total

11) Évolution des dépenses et des recettes du service O.M. et orientations pour 2026

Budget OM	<ul style="list-style-type: none"> Déploiement de la sensibilisation et des animations en faveur du compostage individuel et partagé Démarrage du réaménagement de la déchèterie de Pons Poursuite des études sur le Projet d'unité de valorisation énergétique (UVE) sur Angoulême avec Calitom et Le Smicval Déploiement des actions en faveur de l'économie circulaire (Zones de gratuité, référentiel Climat Air Energie, Economie Circulaire...)
------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Budget	Réalisé	Commentaires
	2025	2025	
	Volumes (tonnes)	Volumes (tonnes)	
OMR (sacs noirs, transparents)	12 431	12 057	Baisse prévisionnelle de 5,3 % sur les OMR soit 607 tonnes de moins avec la poursuite du tri des biodéchets, la mise en place des sacs transparents, la dotation de bacs individuels dans certaines communes. En 2025 Zone Nord Hors SICN: sacs noirs 172 kg/hab/an En 2025 Zone SICN sacs noirs: 182 kg/hab/an
CS (sacs jaunes)+papiers	5 554	5 608	Hausse de 2,5 % En 2025 Zone Nord Hors SICN sacs jaunes 83 kg/hab/an En 2025 Zone SICN sacs jaunes 74 kg/hab/an
Verre	2 700	2 753	Baisse de 1,2 % correspondant à la tendance nationale
Dechèteries sans gravats	14 336	11 703	Poursuite de la Baisse sur le tout-venant avec Mise en place de la REP PMCB et limitation du nombre de passage
Total tonnes	35 021	32 121	
Coût structure (Com, préventions , services)	430 709 €	373 497 €	Accentuation des actions de prévention et de communication pour reduire les OMR et le tout-venant , Sensibilisation le Tri (biodéchets , emballages) Mise en route des actions liées à l'économie circulaire
Collecte OMR (sacs noirs) + transfert	1 942 109 €	1 680 394 €	Démarrage Marche de transition -Mise en place des sacs transparents et dotation de bacs individuels dans les grosses communes en Porte à Porte (10 000 bacs) et quelques communes frontalières
Collecte CS (sacs jaunes+papiers) + transfert	1 804 900 €	1 828 165 €	Hausse du volume sur le jaune CS (144 tonnes)-Passage toutes les semaines au lieu d'une fois tous les 10 j

Traitement OMR (sacs noirs)	1 845 749 €	1 769 165 €	Augmentation due à la hausse de la TGAP (72,80 € TTC/tonne et nouveau marché de traitement passage de 67 €/HT à 80 € HT soit un impact de 150 000 € /TTC)-Baisse de tonnage de 5,3 %
coût de Traitement des Emballages (tri) soustrait des recettes CITEO et les ventes de matériaux	-90 594 €	-390 570 €	Augmentation du coût de tri suite revamping du centre de tri Baisse des coûts de revente des matériaux sur acier et fibreux, baisse des soutiens CITEO car traitement en directe des refus de tri
Redevance spéciale (Recette)	-300 000 €	-298 984 €	Baisse recette redevance spéciale suite baisse de volumes des assujettis
Lavage des bacs OMR (1 fois/an)-12 000 bacs	120 000 €	120 862 €	Année complète de lavage des bacs
Collecte et traitement du verre	67 286 €	127 333 €	Stable
Dechèteries (collecte, Transfert)	1 220 003 €	1 075 297 €	Stable
Dechèteries (traitement)	873 515 €	603 873 €	Hausse TGAP sur le tout venant
Dotation aux amortissements	430 000 €	438 104 €	Intégration déchèterie Arthenac
Total en € TTC	8 343 678 €	7 327 136 €	
Exédents provisions (Compta)		- 209 589 €	
TEOM (Recette) à un taux de 11,3 %	- 8 343 678 €	- 8 422 832 €	
Résultat (perte=+, Excédent =-)		- 1 305 285 €	

Il n'est pas envisagé de Hausse de TEOM sur 2026.